



Le Rapport du GIEC du : « *la différence entre 1,5°C et 3°C est un crime climatique* »

Cette formule prononcée par Maxime Combes, porte-parole d'Attac France sur les questions climatiques n'est pas du registre du catastrophisme mais réaliste selon le dernier rapport du GIEC (http://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15_spm_final.pdf en anglais, ou voir la bonne synthèse du Monde à https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/10/08/ce-qu-il-faut-retenir-du-rapport-du-giec-sur-la-hausse-globale-des-temperatures_5366333_1652612.html).

Le rapport que publie le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) illustre le décalage croissant entre les discours, toujours plus verts, des chefs d'États et des multinationales et la réalité du réchauffement climatique qui ne cesse de s'aggraver, nourri par un système économique devenu proprement insoutenable qu'ils refusent de transformer en profondeur. Une telle trajectoire n'est pas compatible avec la poursuite de politiques libérales, productivistes, et « croissantistes » dont les traités de libres échanges, qui alimentent le réchauffement climatique.

Le rapport du GIEC est clair : le réchauffement climatique se conjugue au présent et ici, pas uniquement au futur et ailleurs. Vouloir le contenir en deçà de 1,5°C n'est pas qu'un exercice de climatologie : 10 millions de personnes supplémentaires seront touchées de plein fouet par la montée des eaux avec 2°C de réchauffement au lieu d'1,5°C. Ce maximum de 1,5°C doit servir de feuille de route pour les décideurs et de critère permettant de distinguer les décisions politiques et économiques acceptables, et celles qui ne le sont pas.

De même de nombreuses organisations soulignent le caractère illusoire et dangereux des promesses technoscientifiques, telles que la géo-ingénierie et la capture et stockage du carbone.

Une mobilisation continue et déterminée est nécessaire pour que les politiques climatiques changent enfin d'échelle. Il est encore temps de désarmer les marchés financiers, les multinationales et les accords de commerce et d'investissement pour retrouver des marges de manœuvre afin de lutter efficacement contre le réchauffement climatique.

La prochaine COP 24 se déroulera en décembre 2018 à Katowice (capitale du Charbon !!!) en Pologne pour faire le point et décider...

Pour peser sur les dirigeants et sensibiliser, une nouvelle marche internationale «Claim The Climate», décliné nationalement, pour le climat est prévue en décembre dans la suite des deux dernières journées. Nous sommes tous concernés.

Pascal.anger@snepfsu.net